



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 00000031/AONO/MINEE/CIPM/2025 DU 27 MARS 2025
POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN POINT PUBLIC RURAL DE DISTRIBUTION DES
PRODUITS PETROLIERS DANS LA LOCALITE DE NDELELE, DEPARTEMENT DE LA KADEY,
REGION DE L'EST (EN PROCEDURE D'URGENCE).

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du budget du MINEE exercice 2025, le Ministre de l'Eau et de l'Energie, lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de construction d'un point public rural de distribution des produits pétroliers dans la localité de Ndéléle, Département de la Kadey, Région de l'Est.

2. Consistance des travaux

La consistance des prestations, objet du présent Appel d'Offres est répartie ainsi qu'il suit :

- Installation de chantier ;
- Terrassement généraux ;
- Travaux de piste et bordures ;
- Travaux d'installation des infrastructures pétrolières ;
- Assainissement et VRD ;
- Bâtiment administratif, local groupe électrogène, local gaz, local technique ;
- Auvent et totem ;
- Forage ;
- Plomberie et sanitaire ;
- Carrelage ;
- Peinture ;
- Electricité (MT, BT, réseau terre, installation) ;
- Fourniture et installation d'un groupe électrogène.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres se feront en un (01) lot unique.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de :
Deux cent vingt-cinq millions (225 000 000) Fcfa.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de sept (07) mois.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à toute entreprise de bâtiment installée en République du Cameroun et justifiant des capacités techniques et financières pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par BIP MINEE de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire N° 59 32 137 02 330002 523415.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission établie par une banque de première ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le cadre des Marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO, acquitté à la main, timbrée au tarif en vigueur assortie du récépissé de consignation délivré par la CDEC, dont le montant s'élève à 4 500 000 (quatre millions cinq cent mille) FCFA et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec le Dossier d'Appel d'Offres concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard trente (30) jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif représenté par la retenue de garantie.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'appel d'offres (DAO) peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la Tour Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.amp.cm) ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Ministère de l'Eau et de l'Energie.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être obtenu au Ministère de l'Eau et de l'Energie, Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, 3^{ème} étage de la TOUR Immeuble Ministériel N°1 porte N°3T12, BP 70 Yaoundé, Tél : 222 23 00 13, dès publication du présent avis, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de 100 000 (cent mille) Francs CFA, représentant les frais d'achat du dossier. La copie du reçu de ce versement sera jointe au dossier de soumission.

Lors du retrait du DAO, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (B.P., Fax, E-mail, Téléphone, etc.).

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais devront être déposées sur la plateforme COLEPS (<https://www.marchespublics.cm>), au plus tard le **28 AVRIL 2025 à 14 heures précises**.

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 05 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 05 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
0 N°0-0-0-3-1.../AONO/MINEE/CIPM/2025 DU 27 MARS 2025
POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN POINT PUBLIC RURAL DE DISTRIBUTION DES
PRODUITS PETROLIERS DANS LA LOCALITE DE NDELELE, DEPARTEMENT DE LA KADEY,
REGION DE L'EST (EN PROCEDURE D'URGENCE)
Les offres parvenues après la date limite de dépôt seront jugées irrecevables.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre Incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en-charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 28 AVR 2025 à 15 heures par la Commission de Passation des Marchés du Ministère de l'Eau et de l'Energie à Yaoundé -Mvog Ada, nouveau bâtiment annexe.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordées par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

- l'absence ou non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis;
- l'absence ou non-conformité d'une copie du récépissé de consignation délivré par la CDEC ;
- la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- non-respect du format de fichier des offres ;
- absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- note technique inférieure à 80% de Oui ;
- absence de la capacité financière supérieure ou égale à : 45 000 000 (quarante-cinq millions) Fcfa ;
- l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

- CCAP et CCTP paraphés sur chaque page et signés assortis de la mention « lu et approuvé ».

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire dans les travaux similaires ;
- la Capacité technique : qualification des experts et leur expérience dans le domaine du projet ;
- les moyens logistiques ;
- le planning et la méthodologie ;
- la visite de site par le soumissionnaire.

NB :

- Ces critères sont détaillés à l'article 6.1 du RPAO
- Toute offre n'ayant pas obtenu cent pour cent (100%) d'avis favorables pour les critères éliminatoires et au moins 80% (oui) d'avis favorables pour les critères essentiels sera éliminée.

16. Attribution

Le Ministre de l'Eau et de l'Energie, Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au soumissionnaire ayant présenté une Offre remplissant les critères de qualification technique et financière requise et dont l'offre est évaluée moins-disante après vérification de ses prix et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

17. Nombre maximum de lots :

Non Applicable (lot unique).

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE), BP : 70 Yaoundé / Service des Marchés Publics 3^{ème} étage, porte N°3T12 de la TOUR de l'Immeuble Ministériel N°1, BP 70 Yaoundé. à la Direction des Produits Pétroliers et du Gaz (MINEE), face Centre Divisionnaire des Impôts de Yaoundé V à Mvog-ada. Tél : 222 22 70 87 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222 23 00 13.

Yaoundé, le 27 MARS 2025

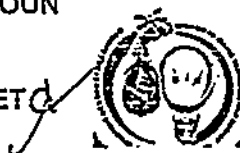


Le Ministre de l'Eau et de l'Energie
(Maître d'Ouvrage)

[Signature]
Flaoundou Essomba Gaston

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- CIPM
- DAG
- AFFICHAGE



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER
0 N° 0..0..0..3..1.../AONO/MINEE/CIPM/2025 OF 9.7. MARS 2025
FOR THE EXECUTION OF CONSTRUCTION WORKS FOR A RURAL PUBLIC DISTRIBUTION POINT PETROLEUM PRODUCTS IN THE LOCALITY OF NDELELE, KADEY DIVISION, EAST REGION (IN EMERGENCY PROCEDURE)

1. Subject of the invitation to tender

As part of the execution of the MINEE budget for fiscal year 2025, the Minister of Water and Energy is launching a National Open Call for Tenders for the construction of a rural petroleum products public distribution point in the locality of Ndélélé, Kadey Division, East Region.

2. Consistence of the work

The work includes, but is not limited to :

- Site intallation ;
- General earthworks ;
- Track and edge works ;
- Installation of petroleum infrastructure;
- Sanitation, roads and diverse networks ;
- Administratif building, generator cage, gas case, technical room ;
- Porch roof and totem ;
- Water abduction ;
- Plumbing and sanitation ;
- Tiling ;
- Paint ;
- Electricity (Medium voltage, low voltage, earthing, wiring) ;
- Supply and installation of a generator set.

3. Tranches/Allotment

The works covered by this Invitation to Tender will be carried out in a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is 225 000 000 (Two hundred and twenty-five million) CFA Francs.

5. Estimated execution deadline

The maximum time frame provided for by the Project Owner for the execution of works subject of this invitation to tender is seven (07) months calendar months for both lot. This time frame shall run from the date of notification of the administrative order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to any construction company established in the Republic of Cameroon that can demonstrate the technical and financial capacity to carry out the work covered by this invitation to tender.

7. Funding

The works under this invitation to tender shall be financed by Public Investment Budget of MINEE of 2025 financial year (s), budget head No 59 32 137 02 330002 523415.

8. Bidding method

The mode of submission selected for this consultation is online.

9. Bid bond

Each bidder must attach to its administrative documents a bid bond issued by a first class bank or Insurance institution approved by the Ministry of Finance and listed in Exhibit 14 of the tender

documents, stamped at the current rate with the consignment receipt issued by the CEDEC, an amount equal to 4 500 000 (four million five hundred) CFA francs, and valid for thirty (30) days beyond the original date of validity of the bids.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the outright rejection of the bid. A bid bond produced but having no connection with this Tender shall be considered absent. A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible. For unsuccessful bidders, the provisional bond will be automatically released no later than thirty (30) days after the expiry of the bid validity period. If the bidder is awarded the contract, the provisional bond will be released after the constitution of the final bond represented by the retention guaranty.

Translated with DeepL.com (free version).

10. Consultation of Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the Ministry of Water and Energy's offices during working hours at the Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 13, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses:
<http://www.mar-chespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of tender file

The hard copy of the file may be obtained from the Ministry of Water and Energy, Directorate of General Affairs, Public Procurement Service, 3rd floor of the TOWER Building, Ministerial Building No. 1, Office No. 3T12, BP 70 Yaoundé, Tel: 222 23 00 1, from the date of publication of this notice upon presentation of a receipt of payment of a non-refundable amount of 100 000 (one hundred thousand) payable at the Public Treasury.

Upon collection of the DAO, bidders must register by leaving their complete address (P.O. Box, Fax, e-mail, Phone, etc.).

12. Submission of bids

Tenders written in French or English must be submitted on the COLEPS platform (<https://www.marchespublics.cm>) no later than 2:00 p.m. on **28 AVRIL 2025**.

The maximum file sizes for documents that will be submitted on the platform and that constitute the bidder's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate must use compression software to reduce the size of the files to be submitted.

A backup copy of the offer saved on a USB flash drive or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy," in addition to the above statement, within the specified timeframe.

NATIONAL CALL FOR TENDER NOTICE OPEN

N° 0.0.0.0.3.1/AONO/MINEE/CIPM/2025 OF 27 MARS 2025.

FOR THE CONSTRUCTION OF A RURAL PUBLIC DISTRIBUTION POINT FOR PETROLEUM PRODUCTS IN THE LOCALITY OF NDELELE, KADEY DEPARTMENT, EAST REGION (IN EMERGENCY PROCEDURE)

Tenders received after the submission deadline will be deemed inadmissible.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Bids non-compliant with the bidding mode;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on 28 AVR 2025 at 3 PM by the Project Owner Tenders Board in the meeting room of the Internal Tenders Committee of the Ministry of Water and Energy located at Yaoundé –Mvog Ada, annex building No. 2. Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorised, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice. In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

15. Evaluation criteria

The eliminatory criteria set the minimum requirements to be admitted for evaluation according to the essential criteria. Bids that do not comply with these criteria will be rejected.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria include:

- Absence or non-compliance of bid bond at the opening of bids;
- Absence or non-compliance of the deposit container issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC) ;
- Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- Non-compliance with the file format requirements for submissions;
- Absence of a backup copy in case of a malfunction of the COLEPS platform;
- False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- Technical note below 80% of "Yes";
- Absence or non-compliance of Financial capacity: \geq Forty-five million (45,000,000) CFA Francs;
- Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element in the financial offer (submission, BPU, DQE);
- Absence of integrity charter dated and signed
- Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses;
- CCAP and CCTP initialed on each page and signed with the mention "read and approved."

15.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders is focus on:

- The presentation of the offer
- Tenderer's references in similar works ;
- Technical capacity: qualification of experts and their experience in the field of the project ;
- Logistical means ;

- Site visit by the bidder ;
- Planning and methodology ;

NB:

- these criteria will be detailed in Article 6.1 of the RPAO ;
- any bid that will not obtain a hundred percent (100%) positive opinions for the eliminatory criteria and at least 80% (yes) positive opinions for the essential criteria shall be eliminated.

16. Award of contract

The Minister of Water and Energy, the project owner, will award the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bidder after checking its prices and is deemed to be substantially in conformity with the bidding documents.

17. Maximum number of lots:

NAP (Single lot).

18. Duration of validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for [Indicate the duration between 90 days from the initial deadline set for the submission of bids.

19. Further information

Additional information can be obtained during working hours at the Directorate of General Affairs of the Ministry of Water and Energy (MINEE), BP: 70 Yaoundé / Public Procurement Service Tel: 222 22 61 83, Ministerial Building No 1, 3rd Floor, Room 03T12; at the Directorate of Oil and Gas Products at the Directorate of Oil and Gas Products (MINEE), opposite Yaoundé V Divisional Tax Center in Mvog-ada. Tel: 222 22 70 87 or online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, the ARMP on or the Owner on number 222 23 00 13.

Yaoundé, the 27 MARS 2025

The Minister of Water resources and Energy
(Project owner)



Eloundou Essomba Gaston

Copies:

- Authority in charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP ;
- DAG/SMP;
- Chairperson of the CIPM ;
- Notice board/file